

Citation

In : « Mondes en développement », les cahiers de l'Association Tiers Monde, ATM N° 33/2018, p83-92.

Relier la conservation de la biodiversité cultivée et la sécurité alimentaire dans les sociétés agricoles africaines : l'intérêt de l'analyse de genre

Danièle CLAVEL¹, Hélène GUÉTAT-BERNARD² et Éric VERGER³

Les politiques de développement agricole ont certes permis une augmentation quantitative de la production agricole mais des études récentes montrent que cette augmentation ne s'est pas toujours accompagnée d'une meilleure sécurité alimentaire (Dury et *al.*, 2015). À l'échelle des populations du Sud, on parle aujourd'hui du triple fardeau de la malnutrition où coexistent des cas de sous-nutrition, de carences nutritionnelles et de maladies chroniques de la surnutrition, telles que l'obésité et le diabète. La mise en œuvre d'une agriculture sensible à la nutrition est promue actuellement par de nombreuses instances politiques et scientifiques et la prise en compte de l'activité des femmes dans l'agriculture est souvent invoquée comme levier d'action (Momsen, 2007 ; Howard, 2003, 2004). En effet au-delà des tâches ménagères, au-delà du temps consacré aux enfants, les femmes assurent la cuisine et jouent un rôle majeur dans différents secteurs agricoles et alimentaires. Ce rôle varie selon les localités et les exploitations, il est en fait beaucoup plus diversifié que celui des hommes. Les activités féminines incluent la participation à certaines phases des travaux sur les céréales et, de façon quasi-exclusive, la tenue d'un jardin familial souvent communautaire, la transformation artisanale et culinaire, les achats et ventes d'aliments sur les marchés. Ces activités sont en réalité difficiles à documenter (et de fait très peu documentées) car elles relèvent à la fois de la sphère productive et reproductive et de l'articulation des dimensions économique, sociale et culturelle. Différentes pressions, comme la domination des cultures de rente ou céréalière, aménagements hydrauliques, opérations foncières etc., sont des sources d'uniformisation agricole dans les campagnes africaines. Nous faisons l'hypothèse que ces pressions pèsent davantage sur les femmes et sont aussi responsables de l'appauvrissement des régimes alimentaires familiaux. Ainsi l'objectif de cet article est d'approfondir conceptuellement l'identification et la compréhension des facteurs socio-économiques et culturels pesant sur la gestion féminine de la biodiversité agricole et leurs répercussions dans l'alimentation de la famille. Nous justifierons l'urgence de s'intéresser à cette problématique dans la première partie puis, dans la deuxième, nous décrirons globalement en quoi le maintien de l'agrobiodiversité et des savoirs associés doit se préoccuper de ce que savent et ce que font les femmes agricultrices. Dans la troisième partie nous exposerons les raisons pour lesquelles nous considérons que les outils du genre sont efficaces pour aborder les problèmes complexes tels que la gestion de la biodiversité cultivée et la sécurité alimentaire.

¹ CIRAD, UMR AGAP, Univ Montpellier, F- 34398 Montpellier, France. danièle.clavel@cirad.fr

² LISST- Dynamiques rurales (Toulouse 2). Actuellement en détachement à l'IFP, Inde. helene.guetat@ifpindia.org

³ Ird, NUTRIPASS (Montpellier). eric.verger@ird.fr

1. JUSTIFICATION DE LA RECHERCHE

La sécurité alimentaire et nutritionnelle est définie par l'accès physique, social et économique, à tout moment, à une alimentation suffisante, sûre et nutritive permettant une vie saine et active (CSA, 2012). Des études récentes dévoilent que la production agricole et la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations des pays du sud ne sont pas, comme on le pensait auparavant, reliées (ACF, 2013). Dans les régions à forte production céréalière et exportatrices, comme celle de Sikasso dans le Sud du Mali, on observe que la prévalence de retard de croissance des jeunes enfants (indicateur majeur de la malnutrition) est plus élevée que dans des régions moins bien loties (Dury et Bocoum, 2012 ; Lourme-Ruiz et *al.*, 2016). Cette situation est souvent attribuée à une surcharge de travail des femmes rurales se répercutant de façon négative sur leurs pratiques de soins et d'alimentation, associée à des inégalités dans la répartition familiale des aliments (*Journal of Development Studies*, 2015 ; McGuire et *al.*, 1990 ; Droy et *al.*, 2014). En d'autres termes comme le temps consacré à la cuisine est réduit, les femmes privilégient des aliments plus faciles à transformer, qui demandent des temps de cuisson plus courts (comme le riz blanchi) ou qui bénéficient d'une représentation « moderne » (comme le pain blanc et autres aliments transformés importés).

La problématique de recherche traitée dans cet article est donc celle du lien entre une gestion locale et spécifique de la biodiversité cultivée par les femmes agricultrices et ses conséquences alimentaires au sein des ménages ruraux des sociétés africaines. Posé de cette façon, situé dans un contexte particulier, l'objet de la recherche est académiquement complexe car il suppose le croisement de plusieurs champs disciplinaires aux épistémologies différentes : ceux de la socio anthropologie qui explorent le pourquoi des choses de manière située et contextualisée, ceux de la nutrition gouvernés par des métriques et des mesures forcément exhaustives de ce qui est consommé pour les traduire en apports nutritionnels, ceux de la biodiversité, eux-mêmes traversés par une interdisciplinarité interne faisant éclater le champ de la biologie végétale par l'intégration de la dimension de durabilité écologique et sociale.

2. QUELLES SONT LES PARTICULARITÉS DE LA GESTION DE LA BIODIVERSITÉ PAR LES FEMMES AGRICULTRICES EN AFRIQUE ?

L'intensification agricole de l'après-guerre en Europe, en Amérique et dans une partie de l'Asie a fait chuter la biodiversité cultivée d'une façon extrêmement rapide (Clavel et *al.*, 2014). Par sa conception même, la « révolution verte » s'est centrée sur les zones les plus propices à l'intensification, délaissant les nombreuses régions dites « marginales », c'est-à-dire faibles dans les rapports de force économiques. Il est alors logique de trouver une grande hétérogénéité dans les niveaux de biodiversité agricole à travers le monde en fonction des moyens dédiés à la modernisation agricole. Dans les pays du Sud, et notamment en Afrique, la gestion de la biodiversité agricole et alimentaire est très spécifiée selon le genre du fait de la différenciation des tâches et du cloisonnement temporel et spatial de pratiquement toutes les activités agricoles selon qu'elles soient celles des hommes ou celles des femmes. Souvent, le maintien des semences et l'alimentation familiale sont par excellence le domaine réservé des femmes. Cette division des tâches associée à une logique de hiérarchie des places explique les inégalités dans l'accès aux ressources productives mais aussi un cloisonnement des connaissances sur les plantes, leurs propriétés, leurs conditions de culture, leurs usages et les techniques utilisées (Tabet, 1998).

2.1 *L'impact de la pauvreté et de la dégradation de l'environnement sur les femmes*

La pauvreté, le dérèglement climatique et la pression démographique accentuent la pression foncière et l'exploitation des ressources naturelles au niveau des agricultures familiales africaines. Avec l'inégalité de genre dans l'accès aux ressources productives, par exemple à l'eau ou à la terre (Encadré 1) ces restrictions ont des effets supérieurs sur les femmes (Figure 1). D'après la FAO (2011), si la productivité des terres gérées par les femmes est inférieure de 20-30 pour cent à celle des hommes, ce n'est pas parce qu'elles gèrent moins bien leurs parcelles mais parce qu'elles n'ont pas accès aux ressources qui leur permettraient de produire davantage. Les femmes sont donc les premières victimes des dégradations environnementales et les inégalités s'accroissent dès lors que ces ressources sont payantes ou subventionnées. Cette situation peut entraîner une surexploitation des ressources naturelles, délétère dans les zones sèches, du fait des

prélèvements de bois pour la cuisine et/ou la vente. Les pertes de biodiversité naturelle et agricole n'ont donc pas les mêmes répercussions selon que l'on considère les activités des hommes ou celles des femmes.

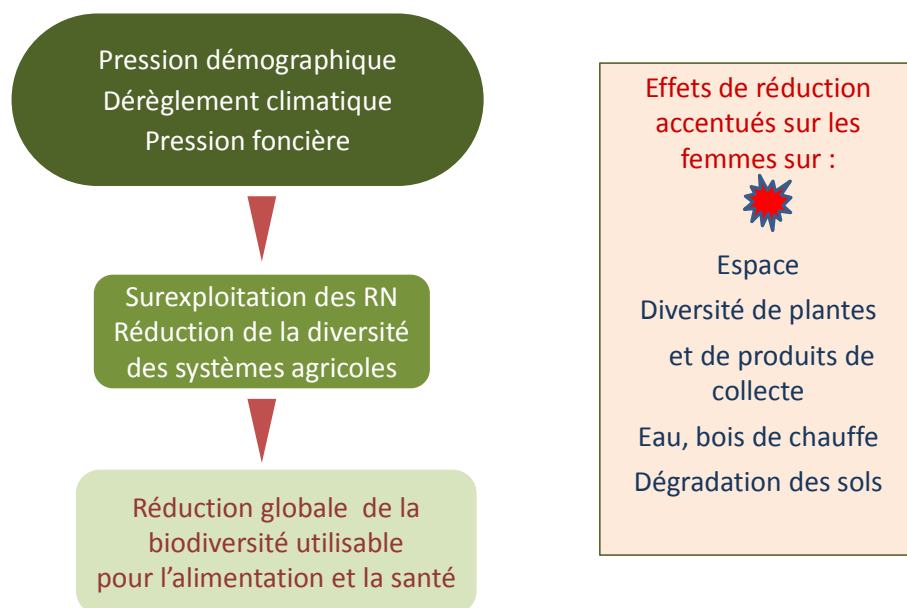
Encadré 1. Statut des femmes rurales et loi foncière au Sénégal

Les femmes d'Afrique de l'Ouest possèdent une tradition d'association et de création de réseaux divers d'entraide et de solidarité. La tradition wolof au Sénégal laisse peu de place à la propriété foncière individuelle et n'assure, à plus forte raison, pas de droit généralisé à la propriété foncière pour les femmes. Seuls les hommes héritent des terres. Les femmes exploitent cependant, en plus de leur travail dans le champ collectif, des parcelles mises à leur disposition par leurs maris et leurs fils, ou y engagent, à leur profit, des jeunes, filles ou garçons, du village. Les produits de ces cultures serviront à des dépenses personnelles et viendront compléter la nourriture de base (céréales) fournie par le mari. Les femmes fournissent poissons, épices, et condiments pour les sauces, éléments importants de séduction. En saison sèche, leur liberté de gestion économique, dans le domaine qui leur est propre, s'accompagne d'une grande liberté de déplacement qui peut les voir séjourner plusieurs mois à la ville. Le travail productif indépendant dans leur champ personnel donne aux femmes l'occasion de se rendre au marché pour y pratiquer le petit commerce et, en tout état de cause, pour entretenir leurs réseaux de relations. Le mari ne s'oppose pas à cette indépendance restreinte, voire il l'encourage par l'allocation de terres cultivables, se déchargeant d'une partie de l'entretien de la famille tout en se conformant aux usages.

Dans tout le pays les migrations des maris à la ville conduisent de plus en plus les femmes à assurer de fait l'entretien quotidien de la famille mais cette prise de responsabilité et son influence au sein de leur ménage ne leur confèrent pas pour autant plus de droits coutumiers ni légaux sur la terre. Grâce à l'action des organisations paysannes, notamment du CNCR (<http://www.cncr.org/>), la nouvelle constitution du Sénégal (2001) a inscrit dans la loi l'égalité des hommes et des femmes concernant l'accès à la propriété et à la terre (article 15). Cependant, en milieu rural, le principe d'égalité entre hommes et femmes se trouve en contradiction avec les valeurs familiales traditionnelles, et les valeurs religieuses ou animistes. L'accès au foncier pour les femmes est néanmoins possible dans le cadre des associations féminines ou dans un cadre marchand en particulier pour les zones agricoles à haut potentiel comme les Niayes et le delta du Fleuve. Mais ce sont trop souvent des terres marginales qu'elles arrivent à négocier. Dans tous les cas, les « transactions » sont limitées par le faible pouvoir d'achat des femmes et se font « hors la loi ». Selon la loi sur le domaine national, en effet les producteurs ne sont qu'affectataires des terres qu'ils cultivent. La reconnaissance effective de droits fonciers pour les femmes n'est donc possible qu'à l'intérieur d'une réforme globale de la législation foncière. Au Sénégal, Enda Pronat et l'Initiative Prospective Agricole et Rurale (IPAR, www.ipar.sn) sont très engagés, avec d'autres organisations de la société civile, dans un processus de dialogue et de sensibilisation afin de construire un argumentaire auprès de la Commission nationale de réforme foncière. Ils y défendent un rejet de la généralisation de l'immatriculation des terres et la réforme de la loi sur le domaine national afin d'y inclure une clause permettant de sécuriser les droits des femmes sur le foncier.

D'après Joëlle Piraux (2000) et Jacques Faye (2008).

Figure 1 : Effets des pressions sur les ressources naturelles sur l'activité des femmes



2.2 *Le maintien des semences, une activité traditionnellement féminine*

En Afrique, on considère qu'environ 70% des semences vivrières sont autoproduites pour être semées sur l'exploitation familiale l'année suivante. Ce chiffre est probablement supérieur si l'on ne considère que les activités féminines. Le système de gestion des semences est fondé sur des réseaux d'échanges non marchands et de réciprocité (héritage, don, troc, etc.) de l'échelle de l'exploitation agricole jusqu'à la petite région naturelle. Ces réseaux d'échange de semences et de circulation des plantes sont très dépendants de l'organisation sociale et culturelle (Sabourin, 2013 ; Labeyrie et *al.*, 2013). Les femmes y tiennent un rôle important (Eloy et Empéaire, 2011 ; Guétat-Bernard et Ndami, 2018), que ce soit dans les lieux de marchés, dans le cadre des organisations locales ou des réseaux sociaux. En corollaire les savoirs relatifs à l'identification des plantes, leur maintien, leur sélection, leur transformation, les particularités de telle ou telle variété à l'intérieur des espèces ainsi que les savoir-faire à toutes les étapes ont un cheminement particulier suivant le contexte (Pautasso et *al.*, 2013). La plupart du temps la transmission des savoirs et des savoir-faire se fait de mère à fille et dans tous les cas entre femmes (Howard, 2003 ; Turner 2003 ; Charlier, 2007). Comme elles ont traditionnellement en charge la sélection, la diffusion et la disponibilité en semences de nombreuses espèces dans leurs champs propres mais aussi en brousse (Zimmerer, 2003 ; Elias, 2014 ; Guétat-Bernard et Prévost, 2017), les femmes ont un plus large éventail de critères de sélection des variétés et des espèces. Elles essaient en effet de s'assurer que les variétés disponibles, au-delà des qualités agronomiques, sont conformes à la tradition culinaire, sont bonnes, nutritives et répondent aux exigences de transformation et aux difficultés de stockage (Howard 2003, 2004 ; Fanzo et *al.*, 2013 ; Momsen, 2007 ; Pionetti, 2005).

2.3 *Des diversités d'espaces et de temps*

Les activités agricoles des hommes et des femmes africains sont le plus souvent cloisonnées de façon spatiale (les espaces de cultures que les femmes exploitent sont différents de ceux des hommes), de façon sociale (les transformations alimentaires et culinaires sont réservées aux femmes) et aussi de façon temporelle (les activités des hommes dans les champs des femmes venant généralement pour la préparation des champs et les activités des femmes dans les champs des hommes ayant lieu dans une plus grande diversité de situations comme le semis, les désherbages, les activités de récolte et de post récolte). Les plantes cultivées par les femmes, le terme de « plantes de femmes » est souvent utilisé en Afrique, sont orientées vers la subsistance, en partie auto consommées et en partie vendues dans les marchés de proximité. Les femmes connaissent, choisissent, cultivent et cuisinent de nombreuses plantes dites « mineures » (comme les légumineuses, les légumes-feuilles) ou sauvages (comme l'oseille sauvage) qui ont de nombreux avantages pour la nutrition (Howard, 2003) et, très souvent, elles en sont conscientes. Elles participent largement à la gestion de la biodiversité des agro-écosystèmes *in situ* tout en contribuant à la sécurité alimentaire de la famille notamment pendant la période de soudure (Sasvari et *al.*, 2010).

Les productions des femmes sont donc extrêmement variées et diffèrent de façon très marquée suivant l'environnement car elles sont généralement conduites sur de petits espaces, répondant à des contraintes spécifiques. Ces caractéristiques ont conduit à les considérer comme marginales et à ce titre faiblement prises en compte dans les projets de Recherche & Développement. Cette sous-considération est une conséquence des politiques développementalistes qui ont elles-mêmes fait suite à l'exploitation coloniale axée sur les cultures de rente (Guétat-Bernard et Ndami, 2018). Ces politiques ont donc eu pour effet, en Afrique comme ailleurs, de faire disparaître les plantes locales et les savoirs associés gérés par les femmes. Pourtant on perçoit dans l'activité agricole des femmes rurales africaines une volonté de concilier les différentes logiques de la gestion de la biodiversité, celle de nourrir, de maintenir un environnement propre et celle de vendre pour se procurer des revenus comme le montre des activités réalisés par l'ONG sénégalaise Enda-Pronat (encadré 2).

Encadré 2. La coopérative de femmes maraîchères « Sell Selal » promu par Enda Pronat à Dakar

Depuis une vingtaine d'années, un constat d'essoufflement des initiatives conduites par les productrices sur les marchés citadins a été réalisé. Les difficultés ne sont pas liées au manque de clientèle mais le fait d'une gestion aléatoire et d'un manque de maîtrise de la filière. Un projet d'autonomisation des femmes maraîchères dans la principale zone maraîchère et fruitière du Sénégal, les Niayes, proche de Dakar, a été développé par l'ONG Enda Pronat en partenariat avec Enda Europe. Le projet est soutenu par la Fondation Chanel, le Comité Français pour la Solidarité Internationale et la Fondation de France. Son objectif est de promouvoir une agriculture familiale pour nourrir les villes en développant des circuits courts de commercialisation des fruits et légumes sains. L'action s'appuie sur des fédérations paysannes de Woobin et Agropasteurs de Diender. Des techniques agroécologiques et des formations à la gestion et à la vente auprès des exploitantes familiales (principalement) ont été développées dans une démarche dénommée « Agriculture Saine et Durable » (ASD). Une large gamme de fruits et légumes sains et de qualité sont aujourd'hui produits et commercialisés par elles sous le label ASD dans différents quartiers de Dakar. En 2015, un premier volet du projet est arrivé à sa fin, dépassant les résultats prévus puisque la coopérative de distribution de produits sains Sell Selal gère en moyenne 1 à 2 tonnes de fruits et légumes par semaine, et a atteint l'autonomie permettant de pérenniser les postes de vente et de transport de la coopérative et de rémunérer à un montant fixe et supérieur aux prix du marché plusieurs collectrices et une centaine d'exploitations familiales. Aujourd'hui l'activité est pérenne, elle permet d'employer trois permanents et un journalier. L'officialisation de la coopérative est en cours ainsi que l'extension de l'activité commerciale en aviculture et élevage et transformation des productions ASD.

D'après les rapports annuels de Enda Tiers Monde, 2014 et 2015, <http://sell-sellal.afriseo.com/>

3. L'INTÉRÊT MÉTHODOLOGIQUE ET CONCEPTUEL DE L'ANALYSE DE GENRE

L'analyse de genre recèle une puissance conceptuelle importante dans la compréhension des problèmes complexes. Dans ce chapitre, cet intérêt sera évalué dans le domaine de recherche concerné par le projet « Relier la biodiversité agricole à la qualité de l'alimentation par l'analyse sociale des pratiques féminines sur le Fleuve Sénégal » (Projet DIVA) conduit dans le cadre du Meta programme « Transitions pour la sécurité alimentaire » (GloFoods Cirad-INRA, Phase 2). Le projet DIVA (2017-2019) est réalisé en collaboration avec notamment l'ONG Enda Pronat et se situe dans le contexte de l'intensification de la culture du riz irrigué dans la vallée du fleuve Sénégal par l'État du Sénégal (Encadré 3).

Encadré 3. Le contexte politique et socio-culturel du Projet « Relier la biodiversité agricole à la qualité de l'alimentation par l'analyse sociale des pratiques féminines sur le Fleuve Sénégal (DIVA) »

Le projet DIVA s'inscrit dans les évolutions récentes des fonctions productives des femmes dans la société *Halpulaar* de la moyenne vallée du Fleuve Sénégal. Il se déroule dans des localités de la moyenne vallée du fleuve Sénégal dans un contexte d'intensification de la culture du riz irrigué. Après les grandes sécheresses du Sahel, le gouvernement du Sénégal s'engage dans un vaste programme d'aménagement du fleuve Sénégal se matérialisant par la construction des barrages de Diama et de Manantali (au Mali) pour produire de l'électricité et mettre en place des périmètres irrigués villageois pour les besoins alimentaires. Cependant ces barrages vont provoquer un net recul des zones de décrues mettant en péril un système de culture, la culture de décrue, qui présentait bien des avantages notamment une économie d'intrant et une faible main d'œuvre. Dans le système traditionnel, les cultures étaient principalement produites dans le premier lit de la crue principale du fleuve (zone dite du « Waalo ») en saison sèche, la zone intermédiaire (« Dieri ») fournissait les cultures pluviales et la zone pastorale (« Ferlo ») et le fleuve lui-même fournissant les produits d'élevage et le poisson. Une riche biodiversité agricole se développait tant au niveau céréalier, différentes variétés de maïs, de mil et surtout de sorgho, que dans le cadre d'activités maraîchères et de jardins tenus principalement par des femmes. La récente forte promotion étatique du riz irrigué comme alternative quasi unique d'autosuffisance en céréales, a rompu les interdépendances traditionnelles et augmenté les pollutions. Les régimes alimentaires ont donc été perturbés par un excès de riz et on a vu apparaître des maladies comme le diabète et l'hypertension sans que, pour l'instant, ni études ni une sensibilisation sur le sujet ne soient menées.

On constate que la migration saisonnière ou à l'étranger des hommes, une caractéristique de la zone, n'est pas endiguée bien au contraire. Comme la société *halpulaar* assigne aux femmes une position d'infériorité, les revenus de l'émigration sont filtrés par les hommes (un homme de la belle-famille le plus souvent) et de nombreuses femmes « cheffes de ménage » voient s'accroître une fonction productive qui s'ajoute à une fonction reproductive. La reconnaissance sociale demeurant fortement ancrée au statut de l'émigré dans son village d'origine, l'amélioration des revenus a peu d'effet sur les mobilités sociales et dans l'évolution du statut des femmes. Les femmes *halpulaar*, dès leur plus jeune âge sont insérées dans des réseaux de solidarité comme les tontines ou d'autres formes de solidarité traditionnelles et les groupements de promotion féminine (GPF) dont la destination est la production agricole. Les GPF sont devenus des Groupements d'Intérêt Économiques (GIE) après les plans d'ajustement structurels pour favoriser les activités produisant des revenus mais celles-ci ont eu des retombées en termes de surcharge de travail et d'abandon de certaines activités de jardin. Dans une société où les femmes n'accèdent à la terre que selon des critères très restrictifs, certains projets, comme le projet Prodam, favorisent une approche genrée de la formation des femmes, par exemple en encourageant la création de petits périmètres irrigués communautaires dans lesquels elles cultivent des légumes autoconsommés ou vendus. Une timide promotion sociale s'opère, assise sur une fonction « nourricière » non contestée, qui leur ouvre des espaces de liberté. Tiré de la thèse d'Arame Top, Responsable du Projet Prodam (<http://www.prodam.sn/>) et Genre de l'Observatoire à Matam.

L'analyse de genre envisagée entend faire ressortir deux dimensions méthodologiques :

- 1) c'est un vecteur d'appréhension de la biodiversité non plus uniquement en termes de services écosystémiques mais aussi en termes d'avantages liés à la santé humaine ce qui lui confère un pouvoir d'appel à l'action politique bien plus important que la notion réductrice et abstraite de services écosystémiques ;
- 2) c'est aussi un vecteur de compréhension interdisciplinaire car la question est posée d'emblée de manière certes complexe mais située. En « chaussant les lunettes du genre », les questions de recherche ont un autre contour qui oblige à penser de façon interdisciplinaire et à inclure les dimensions critique et éthique de responsabilité sociale et de revendication de droits.

Les choix conceptuels que nous opérons dans le projet DIVA visent (i) à étudier les conditions de travail et de décision des femmes en termes de production agricole, de transformation des aliments et de cuisine et ii) à décrire la gestion de l'agrobiodiversité en relation avec la différenciation sexuelle des rôles au sein de la famille.

3.1 Entrer par les rapports intra-familiaux

Les recherches sur les sociétés coloniales montrent que les femmes rurales ont subi un alourdissement de leur charge de travail pendant cette période et que cette charge s'est encore accrue avec les politiques développementalistes. Dans le modèle économique promu par les sociétés occidentales, les hommes ont vu leur pouvoir se consolider à la faveur de la monétarisation des sociétés. L'argent s'imposant comme seul moyen d'accéder à la modernité, les femmes rurales ont aussi cherché à développer des activités économiques rémunératrices. Au Cameroun, par exemple, avec l'érosion de leurs rôles traditionnels sociaux et économiques, les femmes se sont lancées au même titre que les hommes à la recherche de revenus monétaires, tout en continuant à assumer leurs charges coutumières. Comme l'argent du café ou du cacao, apanage du mari, n'a pas servi ou suffi à subvenir aux besoins alimentaires de la famille, et aux besoins de santé et de scolarisation des enfants, ces charges devenues incompressibles sont de plus en plus assumées par les femmes (Guétat-Bernard et Ndami, 2018).

Comme l'ont démontré nombre d'études de sociologie et d'anthropologie féministes, les femmes assument une part bien plus forte que les hommes des responsabilités sociales et morales pour les activités domestiques reproductives (Kergoat, 2004 ; Tronto, 2009). La responsabilité alimentaire notamment est souvent considérée comme au fondement de la domination des femmes. Entrer par les rapports intrafamiliaux, avec des enquêtes réalisées au niveau des ménages, engage donc à comprendre la nature des rapports de pouvoir qui s'exercent sur les femmes et de quelle façon ils s'exercent.

3.2 Interdisciplinarité et savoirs du Sud

Depuis la Convention sur la Diversité Biologique (1992), la préservation de la biodiversité s'inscrit dans une perspective beaucoup plus large que celle d'une simple préservation des ressources génétiques (Joly et Trommetter, 1994 ; MEA, 2005). En incluant la protection de l'environnement, elle intègre des dimensions politiques et philosophiques et il en résulte un éclatement disciplinaire du champ des sciences de la vie

(Barbault, 2006 ; Boisvert et Vivien, 2010). Le nouveau cadrage écologique met en effet l'accent sur les flux, la connectivité, la résilience, l'évolutivité et non plus seulement sur les stocks, les entités. La palette des savoirs et cultures épistémiques légitimes pour parler de la biodiversité cultivée se trouve du même coup élargie incluant notamment l'anthropologie, la génétique évolutive des populations, la gestion dynamique, la biologie de la conservation etc. (Brush, 1999 ; Bonneuil et Fenzi, 2011).

Le statut des savoirs locaux sur la nature devient donc un sujet d'intérêt majeur dans les nouvelles approches en socio-anthropologie du développement (Pinton, 2014). Cependant en développant l'exploitation d'espèces particulières au détriment de la conservation de leur diversité, la colonisation a accéléré la déperdition de ces savoirs. Les brevets et les accords de l'OMC ont mondialisé le concept occidental de bénéfices individuels amplifiant le phénomène de marginalisation des savoirs locaux. Or dans les sociétés du Sud, le savoir traditionnel n'est « possédé » par personne. Il est utilisé et développé pour le bénéfice de la communauté toute entière, même si elle-même est aussi évidemment traversée par des rapports de force, et l'idée de l'utilisation exclusive d'un savoir pour un profit individuel est même répréhensible. L'intégration des savoirs profanes dans les approches scientifiques, outre qu'elle doit combiner sciences humaines et sciences biotechniques, doit donc aussi saisir comment ce savoir a été historiquement construit, préservé et utilisé dans les communautés locales.

L'analyse de genre défend justement ce point de vue situé et c'est à partir de cette position située qui accorde à l'analyse du contexte et aux acteurs agissant dans ce contexte une valeur centrale, que nous entendons construire une approche de recherche sur le lien entre agriculture et alimentation. Les femmes ont en effet construit et ont un accès (parfois exclusif) à la majorité des savoirs culinaires, facilement désappropriables car réalisés dans la sphère privée reproductive. Un droit de propriété exclusif sur les savoirs, notamment sur les plantes et leurs propriétés, pourrait corroder l'arrangement et miner ultérieurement le processus selon lequel le savoir a été historiquement acquis et rompre sa progression.

3.3 Écoféminisme et éthique du care

Selon une définition désormais consensuelle (Sourisseau, 2014), les agricultures familiales sont construites autour d'un lien quasi organique entre la sphère productive et la sphère familiale. Ce rôle relationnel qui entretient le lien social et le rapport à l'environnement est toujours marqué dans les sociétés (rurales) du Sud dans lesquelles la séparation entre production et reproduction (cuisine et soin) est moins poussée alors qu'elle a été pensée comme structurelle dans les sociétés « modernes » capitalistes au Nord (Guétat-Bernard et Saussey, 2014, Guétat-Bernard et Ndami, 2018). C'est cette interprétation de l'activité des femmes essentiellement constituée par des mises en relation d'activités diverses de différentes natures, et cela dans une recherche de continuité de la communauté, qui est à la base de l'écoféminisme (Larrère, 2015). Une telle définition n'est pas sans rappeler les mécanismes à l'œuvre dans le renouvellement de la biodiversité en tant que garante de continuité de vie (encadré 4). Le travail reproductif (entendu comme féminin) est aussi un travail de maintien des conditions de la vie sociale, culturelle et économique. Ce travail demeure largement invisible ou occulté comme l'ont été au 20^e siècle les processus du maintien des ressources de la biodiversité.

Encadré 4. Ecoféminisme

« Ce qui permet d'accoler l'écologie et le féminisme -et une forme de féminisme qui se réclame du care-, c'est l'attention portée aux relations, aux interactions, et le rejet des grandes divisions qui, en partageant la vie, en rendent invisibles des pans entiers, émoissant notre capacité critique. Ce rejet des partages permet de mettre en rapport l'économique, l'écologique et le domestique.

L'autonomisation de l'économie, que nous associons à la modernité et que la mondialisation a étendue à tout le globe, repose sur la séparation entre la vie domestique et la vie économique (entre reproduction et production) et sur la capacité de l'économie à produire ses propres conditions de reproduction, en se détachant de son milieu associé : c'est la condition de son universalisation. Mais cette autonomie, souvent proclamée, est largement illusoire. Il s'agit plutôt d'une occultation.

Si l'économie peut se prétendre productive, dégager un surplus, ce n'est pas seulement par des mécanismes d'appropriation du sur-travail internes à la sphère économique, c'est aussi parce que n'est pas prise en considération la double dépendance de la sphère économique par rapport aux prélèvements sur la nature (et à toute une contribution des processus naturels à la perpétuation des activités productives) et sur la famille (la force de travail ne peut fonctionner dans la production que parce qu'elle est entretenue et reproduite par un travail domestique non payé et non comptabilisé). Si l'on prenait en compte ces prélèvements, l'illusion d'une plus-value assimilée à un surplus matériel disparaîtrait : il n'y aurait plus que des échanges dans un monde où rien ne se perd et rien ne se crée. L'injustice de la répartition inégalitaire des revenus (salaires, prix, profits) serait d'autant plus patente, puisque, de fait, rien n'est créé. C'est cette

double dépendance que met au jour l'écoféminisme. Les femmes, et surtout les femmes du Tiers Monde, où la séparation entre production et reproduction n'a pas été poussée aussi loin qu'au Nord, et où elles sont en charge d'une part importante des activités agricoles, sont aux points stratégiques où peut être surmontée la scission de la production et de la reproduction. »

Tiré de Larrère, 2015.

Des conditions historiques certainement très anciennes, toujours débattues, ont favorisé une division du travail en vertu de laquelle les activités de soins ont été portées pratiquement et moralement par les femmes, « une voix différente » selon Carol Gilligan (2008). Ce qui est établi, c'est que ces activités sont toujours dévalorisées par rapport aux activités de la « sphère productive » en particulier dans les sociétés occidentales dont le modèle est mondial. En effet l'assignation des femmes à la sphère domestique a rejeté leurs activités hors de la sphère publique, de plus en plus réduite à l'économie dans les sociétés néo libérales (Mies et Shiva, 1993 ; Laugier et *al.*, 2015). En réponse, l'éthique du *care* affirme l'importance des soins et de l'attention continue portés aux autres mis à mal par le développement capitaliste occidental. Pour comprendre la valeur éthique du *care*, il faut l'observer en action, en train d'être accompli. En considérant de façon particulière les pratiques du *care*, on observe en effet qu'elles recèlent de façon puissamment intériorisée par les femmes, une reconnaissance des dépendances et des interdépendances entre l'humain et son environnement. Ce n'est pas un hasard si le domaine de l'agroécologie qui valorise la durabilité des liens entre production, alimentation et santé est très investi par les femmes dans le Sud et revendiqué comme relevant du féminisme (Prévost et *al.*, 2014) par certains mouvements de femmes. L'éthique du *care* n'est donc pas une théorie morale mais une éthique incarnée, contextualisée, attentive au proche et inscrite à la fois dans la durée et dans les contextes dans lesquels elle prend corps (Laugier, 2010 ; Mol et *al.*, 2010). Par conséquent devant la dégradation de l'environnement et de la biodiversité l'intérêt conceptuel d'une telle approche dépasse l'enjeu d'équité sociale pour devenir universel. Penser en termes de vulnérabilité et de dépendance dans un monde fini est une nécessité non seulement pour les plus vulnérables mais pour l'ensemble du monde vivant (Laugier, 2015). Ainsi, nous pensons notre problématique de recherche non pas seulement en termes de liberté pour les femmes mais en termes de dépendance de tous à la nature.

CONCLUSION

Face au constat de la dégradation de la santé nutritionnelle des populations malgré l'augmentation de la production agricole, la gestion de la biodiversité agricole locale est un levier d'action important. Celle que réalisent les femmes est encore plus diverse, encore plus localisée, ce qui la rend encore moins visible. Cette dimension « féminin-localisé-diverse » est essentielle mais elle n'a que très peu été considérée dans les analyses suivant en cela le faible intérêt que leur portaient les institutions de financement du développement. Malgré la prise de conscience du caractère vital de la préservation de l'environnement et des savoirs locaux, l'approche interdisciplinaire de la biodiversité agricole, alimentaire et pour la santé, est mal outillée. La question de recherche explorée dans le projet DIVA vise à expliciter les liens entre agriculture, alimentation et dégradation de l'environnement tel que les acteurs et surtout les actrices l'expérimentent dans le réel. Dans cette vision la reconnaissance du rôle des femmes en agriculture est une étape incontournable. Nous pensons que les outils conceptuels de l'analyse de genre peuvent éclairer les liens et les façons d'agir que les acteurs mobilisent pour permettre le maintien de la vie tant biologique que sociale.

BIBLIOGRAPHIE

- ACF (2013) Semer les graines d'une bonne nutrition, Rapport plaidoyer et sensibilisation. Sécurité alimentaire et moyens d'existence, ACF, GRET et CIRAD, France.
<http://www.actioncontrelafaim.org/sites/default/files/publications/fichiers/semmer-les-graines-d-une-bonne-nutrition.pdf> (consulté en mars 2017)
- BARBAULT R. (2006) La conservation et la gestion de la biodiversité : un défi pour l'interdisciplinarité, In J.-M. Legay (ed), *Interdisciplinarité dans les sciences de la vie*, Cemagref, Cirad, Ifremer, Inra, 151-169.
- BOISVERT V., VIVIEN F.-D. (2010) Gestion et appropriation de la nature entre le Nord et le Sud, *Revue Tiers Monde*, n° 202, 15-31.
- BONNEUIL C., FENZI M. (2011) Des ressources génétiques à la biodiversité cultivée. La carrière d'un problème public mondial, *Revue d'anthropologie des connaissances*, 2/5, 206-233.
- BRUSH S. B. (1999) *Genes in the Field. On-Farm Conservation of crop diversity*, IPGRI, Lewis Publishers, IRDC, Ottawa.

- CHARLIER S. (2007) Les femmes contribuent à la souveraineté alimentaire, *In* S. Charlier, G. Warnotte (éd.) *La souveraineté alimentaire. Regards croisés*, UCL/Presses Universitaires de Louvain et Entraide et Fraternité.
- CLAVEL D., BAZILE D., BERTRAND B., SOUNIGO O., VOM BROCKE K., TROUCHE G. (2014) Biodiversité agricole et systèmes paysans de production de semences, *In* J.-M. Sourisseau (ed.) *Agricultures familiales et mondes à venir*, Paris, Quae, AFD, 287-302.
- CSA (Comité pour la sécurité alimentaire mondiale) (2012) CFS 2012/39 Final report, octobre.
- DROY I., PASCUAL C., BIDOU J.-E. (2014) Inégalités de genre et vulnérabilité alimentaire au Bénin, *In* H. Guétat-Bernard et al. (ed.), *Genre et savoirs. Pratiques et innovations rurales au Sud*, IRD, coll. « À travers champ », Montpellier, 85-115.
- DURY S., ALPHA A., BICHARD A. (2015) The negative side of the Agricultural–Nutrition impact pathways: a literature review, *World Food Policy*, 2(1), 78-100.
- DURY S., BOCOUM I. (2012) Le paradoxe de Sikasso (Mali) : pourquoi « produire plus » ne suffit-il pas pour bien nourrir les enfants des familles d'agriculteurs ? *Cahiers Agricultures*, vol. 21, n° 5.
- ELIAS M. (2014) Introduction à la troisième partie : Savoirs et agrobiodiversité, *In* H. Guétat-Bernard et al. (ed.) *Genre et savoirs. Pratiques et innovations rurales au Sud*, IRD, France, 203-212.
- ÉLOY L., EMPERAIRE L. (2011) La circulation de l'agrobiodiversité sur les fronts pionniers d'Amazonie (région de Cruzeiro do Sul, état de l'Acre, Brésil), *L'espace Géographique*, tome 40, n° 1, 62-74.
- ENDA TIERS MONDE, *Rapports annuels 2014 et 2015*.
- FANZO J., HUNTER D., BORELLIAND T., MATTEI F. (2013) Diversifying food and diets. Using agricultural biodiversity to improve nutrition and health, *Bioversity International*. <http://www.fao.org/gender/gender-home/gender-programme/gender-food/en/> (Consulté en mars 2017)
- FAO (2011) La FAO au travail, 2010–2011, Les femmes, clé de la sécurité alimentaire, FAO, Rome.
- FAYE J. (2008) Genre et foncier : une question bloquée. Situation au Sénégal de 1994 à 2008. Document IPAR, Dakar.
- GILLIGAN C. (2008) [1982] *Une voix différente. Pour une éthique du care*, Paris, Flammarion.
- GUÉTAT-BERNARD H., NDAMI C. (2018) Géo-histoire du genre et du développement rural en Afrique : l'exemple emblématique de l'Ouest et du Sud Cameroun, *In* C. Levy, A. Martinez, *Genre, féminismes et développement : une trilogie en construction*, chapitre 18, section V, genre, territoire et développement, Ottawa, Ed. de l'université d'Ottawa, à paraître.
- GUÉTAT-BERNARD H., PRÉVOST H. (2017) Approches écoféministes, activisme environnemental et agroécologie féministe : l'exemple des Suds, *In* L. Granchamp, R. Pfefferkorn (eds), *Résistances et émancipation de femmes au Sud. Travail et luttes environnementales*, Paris, L'Harmattan, 278p.
- GUÉTAT-BERNARD H., SAUSSEY M. (dir.) (2014) *Genre et savoirs. Pratiques et innovations rurales au Sud*, IRD, coll. « À travers champ », Montpellier.
- HOWARD P. (2003) The Major Importance of 'Minor' Resources: Women and Plant Biodiversity, Gatekeeper Series n° 112, K: IIED, London.
- HOWARD P. (2004) Gender bias in ethnobotany proposition and evidence of a distorted science and promises of a brighter future, Keynote address to 9th International Congress and Society for Economic Botany 45th Meeting, University of Kent, Canterbury, 13-17 June.
- IPAR (Initiative Prospective Agricole et Rurale). <http://www.ipar.sn/Genre-et-foncier-une-equation-non-encore-resolue-au-Senegal.html> (consulté en mars 2017).
- JOLY P.-B., TROMMETTER M. (1994) Conservation du patrimoine génétique : aspects économiques et institutionnels, *Genetics Selection Evolution*, 26, 331-342.
- JOURNAL OF DEVELOPMENT STUDIES (2015) Farm-level Pathways to Improved Nutritional Status, Special issue, vol. 51(8). <http://www.tandfonline.com/toc/fjds20/51/8#.Vrteu0rLS1s> (consulté en mars 2017)
- KERGOAT D. (2004) Division sexuelle du travail et rapports sociaux de sexe, *In* H. Hirata (ed.) *Dictionnaire critique du féminisme*, Paris, PUF.
- LABEYRIE V., RONO B., LECLERC C. (2013) How social organization shapes crop diversity: an ecological anthropology approach among Tharaka farmers of Mount Kenya, *Agriculture and Human Values*, n° 31, 97-107.
- LARRÈRE C. (2015) La nature a-t-elle un genre ? Variétés d'écoféminisme, *Cahiers du Genre*, vol. 59, n° 2, 103-125.
- LAUGIER S. (2010) L'éthique du care en trois subversions, *Multitudes*, n° 42, 112-125.
- LAUGIER S., FALQUET J., MOLINIER P. (2015) Genre et inégalités environnementales : nouvelles menaces, nouvelles analyses, nouveaux féminismes. Introduction, *Cahiers du Genre*, 59(2), 5-20.
- LOURME-RUIZ A., DURY S., MARTIN-PRÉVEL Y. (2016) Consomme-t-on ce que l'on sème ? Relations entre diversité de la production, revenu agricole et diversité alimentaire au Burkina Faso, *Cahiers Agricultures*, 25, 65001.
- MACGUIRE J., BARRY M., POPKIN B. M. (1990) Beating the zero-sum game. Women and nutrition in the third world, *Food and Nutrition Bulletin*, 12(1), 3-11.
- MEA (Millennium Ecosystem Assessment) (2005) Ecosystems and human well-being. Biodiversity Synthesis. <http://www.millenniumassessment.org/en/Synthesis.html> (consulté en mars 2017)
- MIES M., SHIVA V. (1993) [1998] *Ecofeminism*, London & Atlantic Highlands, Zed Books, London.
- MOL A., MOSER I., POLS J. (eds) (2010) Care in practice: On tinkering in clinics, homes and farms, Transcript Verlag.
- MOMSEN J. H. (2007) Gender and Agrobiodiversity: introduction to the special issue, *Singapore Journal of Tropical Geography*, 28, 1-6.

- PAUTASSO M., AISTARA G., BARNAUD A., CAILLON S., CLOUVEL P., COOMES O. T., TRAMONTINI S. (2013) Seed exchange networks for agrobiodiversity conservation. A review, *Agronomy for sustainable development*, 33(1), 151-175.
- PINTON F. (2014) De la période coloniale au développement durable. Le statut des savoirs locaux sur la nature dans la sociologie et l'anthropologie françaises, *Revue d'anthropologie des connaissances*, vol 8/2, 425-450.
- PIONETTI C. (2005) *Sowing autonomy. Gender and seed politics in semi-arid India*, IIED, London.
- PRÉVOST H., GALGANI S. L. E. G., GUÉTAT-BERNARD H. (2014) Il n'y aura pas d'agroécologie sans féminisme : l'expérience brésilienne, *Pour*, vol. 222, n° 2, 275-284.
- PIRAUX J. (2000) Groupements de femmes rurales au Sénégal. Espaces de liberté ou plateformes pour le changement ?, *Bulletin de l'APAD*. <http://apad.revues.org/230> (Consulté septembre 2016).
- SABOURIN E. (2013) La réciprocité homme-nature et les dérives de son abandon, *Revue du Mauss*, n° 42, 247-260.
- SASVARI A., AGUILAR L., KHAN M., SCHMITT F. (2010) *Guidelines for mainstreaming gender into national biodiversity strategies and action plans*, IUCN, Gland.
- SOURISSEAU J.-M. (ed.) (2014) *Agricultures familiales et mondes à venir*, Paris, Quae, AFD, 350p.
- TABET P. (1998) *La construction sociale de l'inégalité des sexes. Des outils et des corps*, Paris, L'Harmattan, coll. « Bibliothèque du féminisme ».
- TOP A. (2014) *Évolution des systèmes de production dans un contexte de changement climatique et de migration et effet de genre dans les trois zones éco géographiques de la région de Matam au Sénégal*, Thèse de doctorat en cotutelle de l'université de Toulouse 2 et l'université Gaston Berger de Saint Louis.
- TRONTO J. (2009) *Un Monde vulnérable. Pour une politique du care*, Paris, Éditions La Découverte.
- TURNER N. (2003) Passing on the News, In P. Howard (ed.), *Women and Plants: Gender Relations in Biodiversity Management and Conservation*, Zed Books, London.
- ZIMMERER K. (2003) Geographies of seed networks for food plants and approaches to agrobiodiversity conservation in the Andean countries, *Society and Natural Resources*, 16, 583-601.